

## Ce que nous avons entendu

### **Parlez-nous de votre Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques**

Les participants comptent notamment parmi eux un programme autochtone administratif de gestion des ressources aquatiques et océaniques et deux autres groupes plus conventionnels du programme.

- « Notre organisation se compose d'un conseil d'administration auquel chacune des Premières Nations respectives est représentée. Ce conseil comprend six membres. Nous avons des employés dans deux bureaux. La collecte des données est effectuée dans l'estuaire et les cours d'eau adjacents à nos communautés. Beaucoup de travaux portent sur la collecte de données et les relevés de recherche propres à une espèce ou à un projet, ainsi que sur la collecte du savoir traditionnel. Nous possédons des permis de pêche commerciale communautaire pour le saumon de l'Atlantique, l'anguille d'Amérique, le fondule barré et le loup de mer. Nous nous intéressons également à l'habitat : zostère, étude sur les espèces envahissantes. Espèces commerciales : homard, crabe des neiges, poisson de fond, morue, crevette, buccin, holothurie, thon, espadon. »
- Atlantic Policy Congress : « *Le Programme administratif nous permet d'offrir une tribune régionale sur les politiques du Ministère. Nous sommes souvent le premier point de contact pour les communautés. Les gens font souvent l'erreur de croire que notre rôle est lié aux traités. Le gouvernement du Canada a renouvelé son intérêt envers les communautés autochtones et s'efforce de trouver des manières de travailler avec elles. Environnement Canada, Transports Canada, etc. Je leur dis que la meilleure chose à faire, c'est de travailler avec les groupes, mais qu'il faut qu'ils apportent des ressources avec eux.* »
- Un participant décrit un projet en particulier qu'ils ont mené à bien avec succès. Il s'agissait d'un projet d'apprentissage sur l'océan dans lequel ils ont converti un bateau de pêche en école flottante. Ils espèrent que cela donnera à des jeunes l'idée de se tourner vers l'océan pour leur carrière. Le programme s'appelait Coastal Explorers (explorateurs de la côte) et était relié directement au programme de l'école secondaire. Il a permis de communiquer des histoires des aînés et des connaissances rationnelles, de même que d'organiser des excursions en mer. Il comprenait aussi une application qui montrait aux enfants où ils allaient. Certaines parties sont encore en phase de développement. Le financement est en majorité saisonnier, de mai à octobre.

## Obstacles

- Les participants discutent de certains des obstacles qui entravent la réussite de leurs organisations. L'un de ces obstacles est le manque de reconnaissance, par les organismes externes, du corps et de la fonction de leur organisation. Ils disent que même si le marketing de qui ils sont et de ce qu'ils font s'est amélioré, citant ce qu'ils appellent de solides consultations avec le Ministère, les autres organismes externes comme les syndicats de pêcheurs et le gouvernement provincial ne sont pas toujours aussi bien informés qu'ils le devraient.
- Un autre participant parle de tensions raciales au sujet du droit des Premières Nations de pêcher. On leur dit clairement que les Premières Nations ne devraient pas obtenir d'accès spécial. Ces tensions sont également alimentées par de fausses informations sur les droits exacts des Premières Nations dans le domaine de la pêche. Les pêcheurs ont l'impression que les Premières Nations peuvent utiliser des engins mobiles pour pêcher la morue dans les zones de pêche avec des engins fixes. Les participants ont entendu des commentaires menaçants qui parlaient de « se débarrasser des Mi'kmaq. »
- *« Deux exemples de possibilités dont nous n'avons pas pu profiter dans le secteur hauturier : pour l'appel de propositions au sujet du relevé du fond marin, nous n'avons pas l'équipement, ni le bassin de ressources humaines. La Garde côtière a parlé de débouchés. L'entretien des aides à la navigation. »*
- Le financement est un obstacle important qui empêche les organisations de réaliser leurs ambitions, selon les participants. Il faut plus de fonds pour tous les programmes, beaucoup plus pour les océans. Option de financement : FAEP, programme d'intendance de l'habitat, restauration des habitats côtiers, essayer de relever les programmes autochtones ou non autochtones. Le financement de la formation et de la capacité est très important. Deux volets, la formation directe, comme d'envoyer les gens à des cours, et le mentorat pratique. La capitalisation de l'équipement est très importante.
- Après les revendications territoriales, nous avons du mal à obtenir des fonds. Comme les programmes ne s'appliquent pas aux revendications territoriales, les organisations doivent se financer à l'aide de la mise en œuvre des revendications territoriales par AANC, de manière détournée. Avant les revendications territoriales, nous obtenions du financement dans le cadre des programmes de gardes-pêche, maintenant c'est à nouveau par AANC.

## Exercice un : Définition des services

- **Activités sur le terrain** : nettoyage des exploitations aquacoles. En d'autres termes : nettoyage des engins, des cordages, des sacs à poisson, des ordures sur les plages, surveillance du répertoire des habitats, restauration de l'habitat de la zostère, barrière de dénombrement des saumons.
- **Activités de gestion des ressources** : gestion des données, expertise juridique sur la gouvernance nationale et internationale, changements climatiques, aquaculture, énergie renouvelable, énergie éolienne extracôtière, protection de l'habitat, espèces en péril.

## Que souhaitez-vous faire?

*« Nous devons faire plus de recherches sur l'océan. Nous effectuons la plupart de nos recherches dans la baie, maintenant. La recherche sur l'océan coûte très cher. Nous avons besoin d'une capacité technique, de bateaux plus grands, d'équipement et de formation. »*

- Les participants citent les interventions d'urgence comme l'une des principales lacunes dans la capacité de leurs organisations. Une organisation raconte l'histoire d'un bateau qui prenait l'eau, l'équipage a pu être sauvé, mais le bateau a coulé. Il a été difficile de trouver quelqu'un pour récupérer le bateau et contenir le déversement d'hydrocarbures. Il n'y a pas beaucoup de gens qui sont disponibles pour le faire, c'est pour cela que l'organisation pensait que c'était là une occasion de combler cette lacune.
- Un participant dit qu'il faut aligner les priorités sur celles de la province pour avoir accès aux fonds provinciaux. Ils parlent de l'arrivée de supergrappes dans la région. Ce serait une sur les cinq de tout le Canada. S'il y a des innovations dans les pêches, les PN doivent y avoir accès et il faut étudier les possibilités de partenariat.
- Un participant fait remarquer qu'on sait qu'à l'avenir, la majorité des protéines viendront de l'aquaculture. Les organisations étudient les exploitations aquacoles sphériques en haute mer.
- Le Programme administratif aimerait avoir davantage accès à des capitaux, à la formation et à l'équipement.
- L'organisation administrative parle aussi des problèmes liés aux ententes nationales et internationales. Le Canada n'a prononcé le mot « autochtone » qu'une seule fois au forum de l'ONU sur les pêches. Ils ont dit que les pêches autochtones sont à la veille de devenir internationales. Bientôt, les pays vont passer en gouvernance internationale à cause des traités à venir. Le Canada doit défendre les nations autochtones et la gouvernance conjointe.
- Les participants mentionnent aussi qu'ils aimeraient vraiment avoir un agent des communications. Par exemple, ils ne sont pas présents sur les médias sociaux. Communiquer avec les établissements d'enseignement, avec l'industrie. Une ONG spéciale, c'est vraiment bien. Les examens juridiques et les communications sont leurs principales demandes.
- Un participant raconte qu'il a eu beaucoup de mal à trouver du personnel expérimenté pour travailler dans le domaine des aires marines protégées. Pour les OCM, on a besoin de gens qui possèdent les bonnes compétences. Une maîtrise ou plus d'expérience. Il y a beaucoup de candidats, mais surtout des gens avec peu d'expérience.
- Les groupes aimeraient s'occuper davantage de collecte des données. Ils peuvent se débrouiller pour ce qui est des compétences, mais c'est toujours un problème et un souci de trouver les fonds adéquats. *« Sans un expert dans chaque domaine, vous ne pouvez pas travailler correctement dans ce domaine. Nous n'avons pas toujours les fonds nécessaires pour avoir un expert dans chaque domaine. Nous ne faisons pas le travail que nous aimerions faire. »*

- Protection de l'habitat : Un groupe travaille dans le secteur de la surveillance du répertoire des habitats, mais pas beaucoup dans celui de la protection. Il manque certaines compétences pour restaurer correctement les habitats.
- Les participants déclarent qu'ils aimeraient s'occuper davantage de renouvellement de l'habitat. Dans leur zone, il y a deux grandes rivières et ils ont réalisé des relevés dans l'une d'elles pour voir où il faut restaurer des frayères. Mais à part repérer les zones, ils n'ont pas fait grand-chose. Ils ont envoyé des techniciens au programme des techniciens en pêche du Collège Malaspina (qui est maintenant l'Université de l'île de Vancouver). Ils se sont occupés du retrait des obstructions dans des habitats dulcicoles. Ils cherchent à travailler avec le Plan d'action de la Côte atlantique pour restaurer l'habitat de zostère.
- Espèces en péril : Un participant dit qu'ils sont bien équipés pour travailler dans le domaine des espèces en péril, mais que le problème est de participer à beaucoup d'examen sur les espèces en péril.
  - On pourrait s'inspirer du modèle du groupe de travail technique mixte en C.-B. pour améliorer les pratiques de cogestion. Les participants aimeraient faire plus de recherche marine sur les océans. La recherche côtière, c'est bien, mais il y a beaucoup de lacunes dans la recherche sur les océans à cause de problèmes de financement.
  - Un organisme du Programme explique qu'il a essayé de tirer des revenus de la pêche commerciale et d'un contrat de services environnementaux, ainsi que de contrats de mise en application et de surveillance environnementale. Il y a des besoins dans ce domaine qui pourraient être utiles, comme un financement accru pour la pêche commerciale, des choses pour nous aider à nous améliorer pour obtenir d'autres fonds.
  - Un participant mentionne un problème dont nous avons entendu parler à d'autres ateliers. Le problème est celui des autres ministères fédéraux qui demandent aux groupes du Programme de faire du travail, mais qui n'apportent pas d'argent.

### **Problème pour les groupes visés par des revendications territoriales**

Le groupe du Labrador soulève un problème qui lui est propre puisqu'il est engagé actuellement dans une revendication territoriale. Il n'a pas été reconnu parce qu'ils n'ont pas de preuve d'occupation avant l'arrivée des Européens. Ils insistent sur la nécessité de mieux préciser comment ils peuvent participer au programme.

- *« Nous nous demandons comment le Programme marche pour les groupes visés par une revendication territoriale? Nous avons deux conseils de cogestion. Le problème était que nous travaillions déjà avec des ministères fédéraux dans les domaines des ressources naturelles. Je vois tout cela se produire avec la mobilisation directe plus qu'avec les programmes autochtones. Aucune de nos communautés ne dispose d'une capacité d'intervention en cas de déversement ou d'intervention d'urgence. Je ne sais pas bien comment cela s'intégrerait dans notre structure d'autonomie gouvernementale actuelle. »*
- *« La légitimité, en termes de nation à nation, n'est pas la même pour nous parce qu'il*

*n'existe pas d'archive archéologique prouvant que nous occupions les terres avant l'arrivée des Européens. Nous ne sommes pas non plus considérés comme les descendants d'Autochtones ayant signé un traité parce que le traité a été signé avec la Nouvelle-Écosse, qui à l'époque ne pouvait pas signer un traité susceptible d'être reconnu. »*

- « Nous devons clarifier la relation entre les groupes visés par des revendications territoriales et le Programme lorsque ces problèmes ne sont pas résolus dans les ententes. Par des négociations directes. Nous sommes ici pour compléter au besoin, mais la priorité est de travailler dans une structure existante. Si vous êtes dans un processus de revendication territoriale, vous pouvez avoir un Programme. Le Programme peut combler beaucoup de lacunes, mais c'est plus une approche fondée sur les projets. »
- « Si, ailleurs au Canada, il existe un groupe visé par un traité moderne qui fait partie d'un organisme de Programme, cela éliminerait l'obstacle pour le groupe visé par le traité du Labrador. »

## **Relations**

- « Le processus de participation et de prise de décisions est déficient. Ils viennent encore nous dire ce qu'ils vont faire. Ce n'est pas une consultation. »
- Les participants communiquent avec le directeur général régional, la Liaison avec les Autochtones, le Programme des océans, les Sciences, la Gestion des ressources, la Délivrance des permis, et avec d'autres ministères comme Environnement Canada et Transports Canada. Ils signalent que la relation est particulièrement bonne avec la division des Programmes autochtones du MPO et avec le bureau régional. Il n'y a pas beaucoup d'échanges avec la province. C'est une lacune qu'ils aimeraient voir comblée.
- Les participants précisent que même si la relation est bonne avec certains ministères, les changements fréquents parmi les décideurs sont un problème. Ils doivent constamment reprendre la discussion et éduquer de nouvelles personnes.
- Un participant est mécontent de la relation avec la province au sujet des changements climatiques. « Nous collaborions avec Inuit Tapiriit Katanami sur le dossier des changements climatiques. Nous avons eu une discussion avec la province à ce sujet, mais ils disent toujours qu'ils n'ont pas d'argent. Nous voulons faire partie d'une stratégie inuite sur les changements climatiques. »
- « Nous nous rendons aux séances du processus de consultation régionale et nous y contribuons, mais on dirait qu'elles sont dirigées par l'industrie et les syndicats. Ils formulent des hypothèses différentes au sujet des pêches autochtones. Il est difficile de siéger à cette table. »
- « Nous avons des agents de conservation dans la communauté. Ils effectuent des patrouilles conjointes avec les agents d'application de la loi du MPO pendant la pêche vivrière. Cela améliore la relation et aide leurs agents à comprendre ce qu'est notre pêche. »
- Le Programme administratif signale des relations semblables avec divers bureaux du

Ministère et d'autres ministères. Il souligne toutefois quelques détails intéressants. Il s'est rendu compte qu'il est plus efficace, pour obtenir une réponse, de s'adresser directement au DGR plutôt qu'aux bureaux régionaux de niveau inférieur. Ils n'ont pas non plus de bonne relation avec Affaires autochtones et du Nord Canada. *« C'est horrible. Maintenant, Affaires autochtones dit qu'ils vont servir de médiateurs. Maintenant, je dis à tous les fonctionnaires fédéraux (Environnement Canada, l'APECA, Transports Canada, Service Canada, etc.) que notre chasse a été retardée pendant des mois à cause d'eux. Je préférerais que les ministères fédéraux s'adressent directement à moi plutôt qu'AANC. »*

- Un participant dit qu'ils ont été surpris d'apprendre que le Secteur des sciences du MPO ne recevait pas le travail de qualité qu'ils faisaient. Ils l'ont signalé et les choses se sont améliorées.

### **Pensez-vous que le savoir traditionnel autochtone est intégré dans les prises de décisions?**

*« Il y a cette vision du noble sauvage. Pour les universitaires, c'est une manière sécuritaire de collaborer. J'ai dit à Catherine McKenna de la voir comme un système pour connaître quelque chose. Elle donne le pouvoir d'investir dans des bases de données et des systèmes SIG. Au lieu de recueillir le savoir traditionnel, investissez dans le savoir traditionnel. »*

- Les participants répondent différemment à la question de l'intégration de leur savoir traditionnel dans le processus décisionnel. L'un dit qu'ils commencent à la voir apparaître. Le Plan de protection des océans devait incorporer des connaissances des Inuits. Il est difficile d'intégrer la science occidentale dans le savoir traditionnel. Beaucoup de gens ont du mal à le faire car le savoir traditionnel est oral. Un participant pense que le savoir n'est pas utilisé, même si le MPO en parle. Ils trouvent qu'il n'est pas intégré correctement.

### **Comment évaluez-vous le rendement?**

*« Nous cherchons à ajouter de la valeur aux partenariats avec les communautés. Nous essayons de diversifier les partenariats et les possibilités de financement, d'autres fonds qui devraient aller au Programme. Nous étudions le financement privé et le financement par les fondations. Organiser des réunions, des conférences et des ateliers. Le plan stratégique étudie les priorités parmi les espèces. »*

### **Trois priorités principales**

1) accroissement de la capacité en intervention d'urgence et en recherche sur les océans; 2) stabilité du financement et financement adéquat; 3) compétence ou cogestion.

*« Le Programme doit faire partie d'une stratégie de recherche sur des espèces précises ou d'innovation. Plus grande reconnaissance du savoir traditionnel, accès au financement. Interprétation de la formulation des ententes de revendications territoriales. »*

- valeur ajoutée, diversification des possibilités, organiser des réunions, des

conférences et des ateliers.

### **Les compétences de votre équipe ont-elles une incidence sur votre rendement global?**

- *« C'est évident. Nous essayons de recruter des gens qui possèdent des compétences et une formation et nous essayons de recruter des gens de notre communauté. Est-ce que des normes professionnelles permettraient d'améliorer le rendement? Oui. »*
- *« Des normes professionnelles? Cela dépend de la tâche. Parfois, il est plus important de respecter notre norme autochtone. »*

### **Liste de souhaits**

Les participants étaient invités à faire part de leur liste de souhaits pour améliorer leurs programmes.

- **Liste de souhaits en matière de formation** : employés à plein temps, capacité spécialisée pour de nouveaux domaines comme l'intervention d'urgence, rémunération adéquate, formation en santé et sécurité au travail, structure de gestion.
- **Liste de souhaits** : financement durable à long terme, analyste principal, surtout en environnement, biologiste, personne du SIG.
- **Liste de souhaits** : besoin de financement à long terme.
- **Liste de souhaits** : des communications claires et concises. *« Les chefs reçoivent 200 courriels par jour. Il faut comprendre les principales sources de données. Lorsque nous allons participer à des réunions, nous ne parlons pas des traités et des droits, nous nous exprimons quand nous en sentons le besoin, nous laissons de la place aux femmes. »*
- Un participant explique qu'une chose qui manque, c'est de connaître les intentions du gouvernement à l'égard du programme.